

Depuis lors, la situation dans l'industrie pétrolière au Canada a beaucoup changé. Pendant quelque temps, certains députés de l'opposition ont déclaré qu'il n'y avait pas d'urgence, que la prétendue pénurie n'était que pure invention de la part des sociétés pétrolières. Par la suite cependant, tous les pays producteurs de pétrole, y compris le Venezuela, l'Iran et les États arabes, ont fait connaître collectivement leur position: à leur avis, le prix du pétrole était beaucoup trop bas. Contraints d'acheter au prix fort les produits ouvrés des pays occidentaux, ils estimaient qu'en cédant leur pétrole à ces pays à un prix trop bas, ils subventionnaient en quelque sorte l'industrie occidentale.

Il y avait du vrai là-dedans, mais la hausse des prix a encore accru les pénuries et l'inflation dans le monde entier. Elle n'a fait qu'accroître les disparités entre les pays industrialisés et les autres. Il faudra longtemps et de nombreuses négociations pour arriver à équilibrer les niveaux de vie des divers pays du monde, que les pays du Tiers-Monde possèdent ou non des ressources énergétiques et minières. C'est la tâche monumentale à laquelle les hommes devront s'atteler d'ici la fin du XX<sup>e</sup> siècle et consacrer tout le siècle prochain également.

Aujourd'hui, il y a donc beaucoup de questions à débattre. Nous devons déterminer notre politique pétrolière et décider dans quels cas on devra, par exemple, fixer le prix d'un produit. Lorsqu'on examine la situation, on pense d'abord aux pays pétroliers. Devraient-ils être les seuls à décider du prix du pétrole? Nous ne le croyons pas. Ou bien serait-ce le rôle des sociétés pétrolières internationales exploitant au Canada? Certainement pas. Les provinces, productrices ou consommatrices, devront collaborer avec le gouvernement fédéral pour trancher la question. Jusqu'à présent, les négociations se sont révélées peu fructueuses et il va falloir les poursuivre. Il faudra mettre fin aux conflits et aux luttes chimériques pour se concentrer sur les questions strictement politiques. Ottawa et les provinces doivent s'entendre clairement sur les prix et sur les moyens à prendre pour veiller à ce que notre grande richesse de combustibles fossiles soit exploitée judicieusement et dans l'intérêt de tous les Canadiens.

Il faudra également décider s'il faut confier aux sociétés privées le soin de régler la question de l'énergie et laisser les prétendues forces du marché fixer les prix. Ensuite, devrions-nous accentuer maintenant nos efforts pour devenir autonomes en matière d'énergie? Si nous avions fermement confiance dans l'avenir du monde, si nous pouvions être sûrs que les autres pays riches en ressources énergétiques ne les conserveront pas égoïstement, alors nous pourrions vraiment cesser d'exploiter nos réserves de combustibles fossiles pendant longtemps. Rien ne nous assure, toutefois, qu'il n'y aura pas d'autre embargo à l'avenir, et l'on ne peut compter sur la générosité des pays de l'OPEP à l'égard des pays industrialisés du monde occidental. Pour toutes ces raisons, nous devons mettre l'accent sans délai sur l'exploitation de notre pétrole.

Le gouvernement doit-il ou non intervenir dans le secteur pétrolier? Cette intervention est relativement bien acceptée dans la plupart des pays à l'heure actuelle. Le jeu de l'offre et de la demande sur le marché ne suffit plus pour assurer l'avenir d'un pays ou du monde entier. Il faut une planification à l'échelle mondiale, mais avant que cela ne se produise, le Canada doit établir sa propre planification. Il doit faire intervenir le gouvernement au sein de cette industrie et aider nos fabricants, nos exportateurs et nos petites entreprises à maintenir leurs activités et à rester indépendants. Nous devons par-dessus tout nous assurer que nous suffirons à nos besoins en matière de

### *Péto-Canada*

pétrole dès que possible et pour aussi longtemps que possible. En tant que gouvernement, nous devons à cette fin adopter une politique de juste milieu.

L'intervention gouvernementale ne devrait pas être synonyme de prise de contrôle par le gouvernement. Nous n'avons pas foi au socialisme.

**M. Andre:** Oh!

**M. Railton:** Je vous remercie d'écouter. Dans ces conditions-là, le gouvernement dirige toute l'économie du haut en bas, comme cela se fait dans les pays à régime monolithique et non démocratique. Nous estimons que cela n'est pas efficace. Nous estimons que les avantages, qui sont répartis entre les citoyens de ces pays, sont plus faibles que ceux que nous pouvons obtenir au Canada. Ici, nous conservons encore le régime de la libre entreprise où fonctionne le système de l'initiative privée et une petite dose de capitalisme.

C'est pour toutes ces raisons que nous souhaitons la mise en œuvre du bill C-8. Quant à Péto-Canada, je ne vois pas pourquoi la Chambre aurait dû endurer cette ridicule obstruction systématique au comité pendant les 17 jours qu'a duré l'étude de l'article 2. C'était réellement là un exemple de négation de la démocratie. Nous avons subi l'obstruction d'une minorité parce que nous ne disposons pas de règle satisfaisante de clôture. J'avoue toutefois qu'il n'est pas nécessaire de recourir bien souvent à une telle règle de clôture quand on s'efforce d'exercer une forme raisonnable et judicieuse de gouvernement.

Les objets du bill C-8 sont énoncés à l'article 6. L'alinéa a) donne comme objet la prospection des sources de combustible ou d'énergie et notamment d'hydrocarbures. À l'alinéa b), la loi se donne comme objet d'effectuer des travaux de recherche et de développement concernant les ressources en combustibles et en énergie. Je puis imaginer plusieurs genres de travaux en l'occurrence, comme le développement de la technologie actuellement mise en œuvre pour l'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca et plus tard la gazéification et la liquéfaction des énormes gisements houilliers de l'Alberta qui promettent de durer pendant un bon bout de temps; certains parlent même de 300 à 500 ans. Il existe en outre toutes les autres formes d'énergie et même des formes d'énergie peu courantes.

Le paragraphe c) prévoit que la société importera, produira, transportera, distribuera, raffinera et commercialisera des hydrocarbures. Autrement dit, il y aura une société qui viendra s'ajouter aux multinationales. Cela permettra au gouvernement d'avoir des intérêts propres dans ce secteur et aux sociétés pétrolières d'avoir un exemple à suivre. Nous devrions essayer de savoir si ces sociétés multinationales sont utiles au Canada. En fait, la société, c'est-à-dire Péto-Canada, produira, distribuera, transportera et commercialisera d'autres combustibles et d'autres formes d'énergie. La société ne s'occuperait donc pas uniquement de combustibles fossiles. Elle se lancerait finalement ou investirait dans la prospection, la production, l'importation, la distribution, le raffinage et la commercialisation des ressources en combustibles et en énergie. Pour moi, cela veut dire que la société pourrait consacrer une partie de ses capitaux à la prospection et à la distribution. Elle pourrait, par exemple, acheminer du gaz et du pétrole à partir du nord par pipe-line et exploiter des gisements de charbon. Elle pourrait distribuer par pipe-line un mélange de pétrole et de poussière de charbon, appelé coulis. Tout cela serait apparemment très raisonnable. Après tous les entretiens que nous avons eus, la